

DEPARTEMENT
DU NORD

COMMUNAUTE
DE
COMMUNES

 Flandre Lys
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Extrait du Procès-Verbal des
DELIBERATIONS DU CONSEIL

du 7 FEVRIER 2019 à 19h00

Envoyé en préfecture le 11/02/2019

Reçu en préfecture le 11/02/2019

Affiché le 11-02-2019

ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

Le 7 février 2019, à 19 heures 00, le Conseil Communautaire de la *Communauté de Communes Flandre Lys*, dûment convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de communes Flandre Lys sous la Présidence de Monsieur Bruno Ficheux, à la suite de la convocation qui lui a été faite, cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée au siège de la CCFL, conformément à la loi.

Etaient présent(e)s : M Bruno Ficheux, Mme Pascale Algoët à partir du point 9, M Michel Dehaene, Mme Doriane Jorisse, M. Claude Beve, M Denis Crinquette, M Joseph Catteau, M Bernard Cottigny, M. Jean-Michel Laroye à partir du point 9, Mme Catherine Goedgebuer, M Philippe Mahieu, Mme Marie-Thérèse Verhaeghe, M Michel Bodart, Mme Caroline Moufflin, M Michel Dupas, Mme Monique Evrard, Mme Geneviève Fermentel, M Denis Mouquet, Mme Debaisieux, M. Patrick Stevenoot, M. Jacques Hurlus, Mme Anne Hiel, M. Philippe Broutele, M. Joël Duyck, M Philippe Kujawa, Mme Martine Beuraert, M Bernard Didelot, Mme Delphine Boulenger à partir du point 9, M. Franckie Verwaerde, M. Jean-Claude Thorez, Mme Agnès Grammont, M. Pierre-Luc Ravet, Mme Anne Decoster.

Avaient procuration:
Mme Pascale Algoët procuration à M Bruno Ficheux jusqu'au point 8
Mme Rolande Payelleville procuration à M Joseph Catteau
M Laroye procuration à Mme Goedgebuer jusqu'au point 8
M. Jean-Philippe Boonaert, procuration à Mme Nathalie Debaisieux
Mme Bénédicte Brouard procuration à Mme Anne Hiel
Mme Marie-Angèle Delommez procuration à M Bernard Didelot
Mme Delphine Boulenger procuration à M. Joël Duyck jusqu'au point 8

Etait absente : Mme Sophie Caron

Etaient excusés : Mme Anna Di Penta
M. Jacques Parent

Secrétaire de séance : Monsieur Bernard Cottigny

Finances : Débat d'orientations budgétaires 2019

Le Vice-Président expose au Conseil :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Le Débat d'Orientations Budgétaires s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le Président de l'EPCI sur :

- les orientations budgétaires,
- les engagements pluriannuels envisagés,
- l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette,

L'information est même renforcée dans les EPCI qui comprennent au moins une communes de 3 500 habitants et plus et comptent plus de 10 000 habitants puisque le rapport doit, en outre, comporter :

- une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs,
- l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature, et des temps de travail.

Le rapport ci-joint abordera donc successivement :

- le contexte socio-économique et l'environnement général,
- l'analyse de la situation financière et fiscale de la communauté de communes : données et ratios généraux, fiscalité, endettement,
- les éléments de prospectives 2019

Il est proposé au Conseil de :

- PRENDRE ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires relatif à l'exercice 2019, sur la base du Rapport annexé au dossier de conseil en sachant que ce débat a dorénavant un caractère décisionnel soumis au vote des élus.

Une discussion s'installe entre les élus communautaires conformément au dossier transmis et reprenant les éléments annexés ci-après.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire accepte à l'unanimité (37 voix pour) la proposition ci-dessus.

Pour extrait conforme au registre,
Fait à la CCFL,
Le Président,
Bruno FICHEUX





RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2019

Le Conseil de Communauté est invité à tenir son Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), afin de discuter des grandes orientations du prochain budget primitif, conformément à l'article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales. La tenue d'un DOB est obligatoire, et ce dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

A ce titre, l'article 107 de la Loi Notre (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 07 août 2015, modifie les conditions de présentation du DOB puisqu'il doit faire l'objet désormais d'un rapport comportant des informations énumérées par la loi.

Monsieur le Président doit donc présenter à l'occasion du DOB 2018, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, une présentation de la structure des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail) ainsi que sur la structure de la dette.

Ce rapport donne lieu un débat. Celui-ci est acté par une délibération spécifique qui donne lieu à un vote. Cette délibération est alors transmise au représentant de l'Etat.

Le rapport prévu à l'article L2312.1 du CGCT est transmis par Monsieur le Président de la Communauté de communes Flandre Lys aux maires des communes membres dans un délai de 15 jours à compter de son examen par le Conseil communautaire.

Il est mis à la disposition du public au siège de la Communauté de communes Flandre Lys, dans les 15 jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le DOB permet :

- de présenter à l'assemblée délibérante les orientations budgétaires qui préfigurent les priorités du budget primitif, le contexte national et international étant évoqué,
- d'informer sur la situation financière de la communauté de communes et les perspectives budgétaires,
- de présenter les actions mises en œuvre.

Le présent document abordera donc successivement :

- le contexte socio-économique et l'environnement général,
- l'analyse de la situation financière et fiscale de la communauté de communes : données et ratios généraux, fiscalité, endettement,
- les éléments de perspectives 2019
- l'évolution des dépenses et du besoin de financement du budget général et des budgets annexes et budget autonome

CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENT GENERAL

➤ Aperçu de l'environnement macro-économique

▪ Zone euro en 2018 : la dynamique ralentit

Après une nette embellie en 2017 avec un taux de croissance trimestriel stable à 0,7% T/T, la croissance de la zone euro s'est considérablement affaiblie en 2018. Suite à deux premiers trimestres de ralentissement (0,4T/T), la croissance a davantage chuté au T3 atteignant tout juste 0,2T/T. Parmi les quatre grands pays de la zone euro, l'Espagne (0,6%T/T) demeure en tête. Elle a été rejointe au T3 par la France (0,4%T/T). En revanche, la croissance a calé en Italie tandis qu'elle a vraisemblablement connu un ralentissement en Allemagne.

Depuis le début de l'année, les indicateurs avancés se sont retournés. Demeurant dans la zone d'expansion, ils annonçaient un ralentissement progressif de l'activité, pointant notamment le recul des nouvelles commandes à l'export. La croissance semble donc progressivement fragilisée par une plus faible contribution des échanges commerciaux, sous l'effet d'un affaiblissement du commerce mondial. L'environnement international se révèle moins porteur notamment en raison de la remontée des prix du pétrole, des tensions commerciales et géopolitiques entre la Chine et les Etats-Unis, des difficultés des pays émergents. Cela est également le cas au sein même de l'Europe en raison du Brexit et du récent rejet du budget italien en octobre dernier.

Alors qu'en 2017 la zone euro profitait simultanément de l'accélération du commerce mondial, de la faiblesse de l'inflation et d'une politique monétaire accommodante facilitant l'accès au crédit, elle bénéficie aujourd'hui de moins de soutien. Si la politique monétaire est toujours accommodante, les achats nets mensuels d'actifs par la BCE ont été réduits de moitié à 15 milliards € depuis octobre tandis que les autres facteurs de soutien s'estompent également. Depuis le début de l'année, l'inflation a fortement accéléré. Elle atteint désormais 2,2% en octobre contre 1,3% en janvier. Elle vient peser sur le pouvoir d'achat des ménages et in fine sur la croissance.

Selon nos prévisions, la croissance de la zone euro devrait donc ralentir de 2,5% en 2017 à 1,9% en 2018 puis à 1,3% en 2019.

Ce ralentissement explique également le recul moins dynamique du taux de chômage, qui tend à rejoindre son niveau structurel. Dès lors, il devient plus difficile d'apparier les compétences offertes avec celles recherchées par les entreprises.

A ce stade, seules des réformes structurelles et des mesures stimulant l'investissement productif (engendrant l'accroissement de la croissance potentielle) pourront permettre d'enrichir la croissance à long terme.

▪ France : une consolidation budgétaire retardée

Depuis juin, la France est officiellement sortie de la procédure européenne de déficit excessif ouverte à son encontre depuis 2009, en affichant en 2017 un déficit inférieur au solde de 3% et en s'engageant à s'y maintenir à l'avenir.

Depuis, les changements méthodologiques appliqués par l'INSEE, notamment la décision de requalifier SNCF Réseau en administration publique depuis 2016, ont légèrement détérioré le

déficit public (passé de 2,6% à 2,7%) mais considérablement alourdi la dette publique, qui a atteint le niveau record de 98,5% en 2017. Celle-ci devrait évoluer légèrement à la hausse et demeurer quasiment stable jusqu'en 2020. Aucune baisse significative n'est désormais attendue avant 2021. Néanmoins, dans le projet de loi de finances 2019, le gouvernement a réaffirmé son triple objectif d'assainissement des finances publiques d'ici 2022 : la réduction de 2 points de PIB du déficit public, de 3 points des dépenses publiques et de 5 points de PIB de la dette.

➤ Principales mesures relatives aux collectivités locales

A l'instar des dernières lois de finances, le PLF 2019 distille son lot d'ajustements ou de mesures correctives à caractère le plus souvent technique.

Ces mesures sont explicitées ci-après en détaillant celles qui impactent les dotations des collectivités, celles qui sont relatives à la péréquation, puis les mesures spécifiques à la fiscalité locale.

▪ DOTATIONS

Des transferts financiers de l'Etat aux collectivités en hausse dans le PLF2019

Ils incluent la totalité des concours financiers de l'Etat majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars ainsi que la fiscalité transférée et le financement des fonds régionaux d'apprentissage.

Ils atteignent 111,4 milliards € dans le PLF 2019 à périmètre courant. Cette hausse de 6,5% par rapport à la LFI 2018 tient principalement à la 2^{ème} vague du dégrèvement progressif de la taxe d'habitation pour 80% des ménages les plus modestes (+ 4,8 milliards €).

Le dynamisme de ces transferts financiers depuis plusieurs années est dû à la croissance continue des dégrèvements et de la fiscalité transférée, dont l'évolution est liée aux réformes législatives successives.

Les concours financiers de l'Etat (48,6milliards€) : une quasi stabilité

Ils totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'Etat au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission relations avec les collectivités territoriales (RCT). La mission RCT se compose à environ 90% de quatre dotations : la dotation générale de décentralisation (DGD) qui compense les charges résultant de transferts de compétences, la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et la dotation globale d'équipement (DGE) des départements.

La TVA des régions est en légère augmentation de 5%.

Prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : Un niveau de DGF stabilisé en 2019

Les prélèvements sur recettes (PSR) de l'Etat en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'Etat (83%) et même de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (36%).

Les PSR, qui s'élèvent à 40,470 milliards €, sont en très légère augmentation de 0,3% par rapport à la LFI 2018.

Le niveau global de la DGF fixé à 26,9 milliards € en 2019 est maintenu par le Gouvernement à son niveau 2018, comme promis en contrepartie du dispositif de contractualisation.

Les compensations d'exonérations de fiscalité locale progressent puis que certaines mesures décidées en 2018 montent en charge (par exemple, l'exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) pour les entreprises réalisant un très faible chiffre d'affaires).

La hausse du FCTVA (+0,7%) s'explique par le regain d'investissement.

Variables d'ajustement : une baisse limitée en 2019

Le coût lié à l'évolution des concours de l'Etat est de 264 millions €, dont 120 millions € seront pris en charge par le Gouvernement, cette somme correspondant à la hausse des compensations fiscales liée à l'exonération de CFE pour les entreprises à faible chiffre d'affaires.

En conséquence, le PLF prévoit une minoration des variables d'ajustement de 144 millions € à hauteur de :

- 64 millions € pour le bloc communal
- 40 millions € pour les régions
- 40 millions € pour les départements

Pour le bloc communal, la minoration portera sur les fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle (FDPTP) à hauteur de 49 millions €. Le solde étant prélevé sur la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP).

Les minorations de FDPTP et DCRTP du bloc communal seront fonction des recettes réelles de fonctionnement du budget principal sur les comptes de gestion 2017.

Le gouvernement renoncerait à inclure la DCRTP intercommunale dans les variables d'ajustement de l'enveloppe globale fixée en PLF 2019, soit 5 millions €. L'élargissement de cette mesure à la DCRTP des communes a été rejeté.

Amendements des 8 et 20 octobre

Report de l'automatisation du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)

La LFI 2018 a instauré l'automatisation de la gestion du FCTVA en recourant à une procédure de traitement automatisé des données budgétaires et comptables.

L'entrée en vigueur de cette réforme, prévue initialement en 2019, est reportée au 1^{er} janvier 2020 compte tenu de sa complexité technique en matière de mise en œuvre.

L'article précise également le périmètre des dépenses qui bénéficieront du traitement automatisé et celles qui devront toujours faire l'objet d'une déclaration (pour quelques dépenses spécifiques).

Réforme de la dotation d'intercommunalité des EPCI à fiscalité propre

Son montant est fixé à 1,5 milliard € en 2018, soit une augmentation de 30 millions € financés au sein de la DGF.

La réforme de la dotation d'intercommunalité, inspirée des recommandations du comité des finances locales de juillet 2018, présente plusieurs objectifs :

- assurer une meilleure prévisibilité des attributions individuelles,
- maîtriser l'augmentation annuelle de l'enveloppe globale,
- réduire les inégalités en améliorant les critères de répartition et
- simplifier le fonctionnement et son mode de calcul.

Ainsi, le PLF prévoit une enveloppe unique pour toutes les catégories d'EPCI à fiscalité propre, en conservant la même architecture actuelle : 30 % de dotation de base et 70 % de dotation de péréquation. Pour calculer cette dernière, aux critères de population, potentiel fiscal et coefficient d'intégration fiscale (CIF) est ajouté le critère du revenu par habitant et le plafonnement du CIF à 0,6.

De plus, un complément de dotation minimum est également mis en place dès 2019 pour les EPCI dont le montant de dotation 2018 est inférieur à 5€/hab. Ce complément ne s'adresse qu'aux EPCI ayant un potentiel fiscal par habitant inférieur au double du potentiel fiscal par habitant moyen de la catégorie.

L'article élargit également le dispositif de garantie de dotation égale à 100 % du montant de l'année précédente pour tous les EPCI à fiscalité propre remplissant l'une ou l'autre des conditions ci-dessous :

- Métropoles, CU et CA dont CIF > 0,40 et CC dont CIF > 0,50;
- Potentiel fiscal par hab. < au moins 50 % au potentiel fiscal moyen par hab. de la catégorie.

Mesures de soutien à l'investissement local

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 milliards € dans le PLF 2019. Les départements bénéficient quant à eux de 212 millions €.

Dotation politique de la ville (DPV)

Elle se stabilise à 150 millions € en 2019.

Cet article modifie les modalités de répartition de la DPV pour :

- prendre en considération l'absence d'actualisation de la population retenue dans le calcul du ratio entre la population résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville et la population totale,
- rendre éligibles à cette dotation les communes qui comprennent un quartier présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et considérés comme d'intérêt régional,
- élargir le critère fondé sur l'éligibilité à la Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU),
- dé plafonner le nombre de communes éligibles à la DPV (aujourd'hui fixé à 180 communes) : 199 communes seraient éligibles en 2019, dont 17 en Outre-mer.

Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)

Elle reste inchangée à 1 046 millions € en 2019.

Quand la dotation est accordée dans le cadre d'un contrat passé entre l'Etat et la collectivité, les maîtres d'ouvrage désignés par le contrat peuvent maintenant être bénéficiaires de la subvention.

Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)

Elle s'élève à 570 millions € pour 2019, contre 615 millions € dans la LFI 2018. Le PLF ajuste également le millésime de la population à prendre en compte pour la répartition des montants alloués à chacune des collectivités.

■ PEREQUATION

Hausse de la péréquation verticale

Elle représente 190 millions € en 2019.

Ces augmentations de DSU-DSR des communes et de dotations de péréquation des départements sont traditionnellement financées pour moitié par diminution des variables d'ajustement et pour moitié au sein même de l'enveloppe de la DGF.

Pour la 2^{ème} année consécutive, la progression de la péréquation sera financée intégralement au sein de la DGF. Cela a pour conséquence d'alléger la ponction faite sur les variables d'ajustement mais cela augmente d'autant l'écrêtement des dotations forfaitaires des communes et départements et de la dotation d'intercommunalité des EPCI.

■ FISCALITE

Aménagement des règles d'évaluation de la valeur locative des locaux industriels

Plusieurs mesures sont proposées concernant les modalités de qualification des locaux industriels et d'évaluation de leurs valeurs locatives qui permettent d'établir la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et la cotisation foncière des entreprises (CFE).

Pour sécuriser la détermination de ces valeurs, la définition des établissements industriels au sens foncier dégagée par la jurisprudence du Conseil d'Etat est légalisée. A partir de 2020, une série de bâtiments et terrains sera exclue de cette catégorie.

Dès 2019, quand la valeur locative d'un local industriel ou professionnel évolue de plus de 30 % suite à un changement d'affectation ou de méthode d'évaluation, le montant de cette variation sera pris en compte progressivement sur 3 ans : 25 % la 1^{ère} année, 50 % ensuite et 75 % la 3^{ème} année; mesure qui permet d'accompagner les entreprises poursuivant leur développement économique en lissant dans le temps les effets résultant de la hausse de la valeur locative et en cas de baisse, de lisser la baisse des ressources fiscales pour les collectivités.

Ce lissage des évolutions à la hausse ou à la baisse des cotisations de TFPB et de CFE s'appliquera aussi aux locaux artisanaux qui ne seront plus évalués selon la méthode comptable à compter de 2019.

Indexation du barème et des grilles de taux du prélèvement à la source (PAS)

Les tranches de revenus du barème de l'impôt sur le revenu et les seuils associés sur l'évolution de l'indice des prix hors tabac de 2018 par rapport à 2017 sont en hausse de 1,6 %.

Ces dispositions s'appliquent à partir de l'imposition des revenus 2018.

Modernisation du mécanisme de compensation de perte de ressources de contribution économique territoriale (CET) et création d'un fonds de compensation horizontal pour l'accompagnement de la fermeture des centrales de production d'électricité d'origine nucléaire et thermique

La centrale de Fessenheim sera bientôt fermée et le Gouvernement souhaite la fermeture des quatre centrales thermiques à charbon avant la fin de l'année 2022. Ces fermetures entraîneront une perte importante de recettes fiscales pour les collectivités locales situées sur leur territoire, ce qui fragiliserait leur équilibre financier.

Cet article prévoit donc trois mesures :

1/ La modernisation du mécanisme de perte de bases de CET (prise en charge financière par l'Etat) :

- suppression du dispositif de compensation sur cinq ans pour les collectivités d'un canton sur lequel l'Etat anime une politique de conversion industrielle, en conservant le versement des compensations dégressives éligibles jusqu'en 2018,
- correction liée au transfert de 25 points de CVAE des départements vers les régions,
- versement de la compensation la même année que la constatation de la perte, à partir de 2020,
- pertes exceptionnelles de recettes fiscales compensées pendant cinq années.

2/ La création d'un mécanisme analogue de perte de bases d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) (prise en charge financière par l'Etat).

3/ La création d'un fonds de compensation entre les communes et les EPCI qui bénéficient du produit de l'IFER nucléaire et thermique (prise en charge financière par les communes et EPCI). La compensation des pertes de recettes fiscales serait intégrale les trois premières années, puis dégressive les sept années suivantes et ceci pour chaque bénéficiaire.

Le décret de fermeture des centrales nucléaires de Fessenheim, publié en avril 2017, a été annulé jeudi 25 octobre par le Conseil d'Etat.

Maintien de la demi-part des personnes veuves

L'Assemblée nationale a ajouté un article précisant le maintien de la demi-part supplémentaire pour les personnes veuves ayant un ou plusieurs enfants. L'objectif de cette demi-part est d'éviter l'augmentation du revenu fiscal de référence, non pas liée à une hausse des revenus mais à la réduction du nombre de leurs parts fiscales.

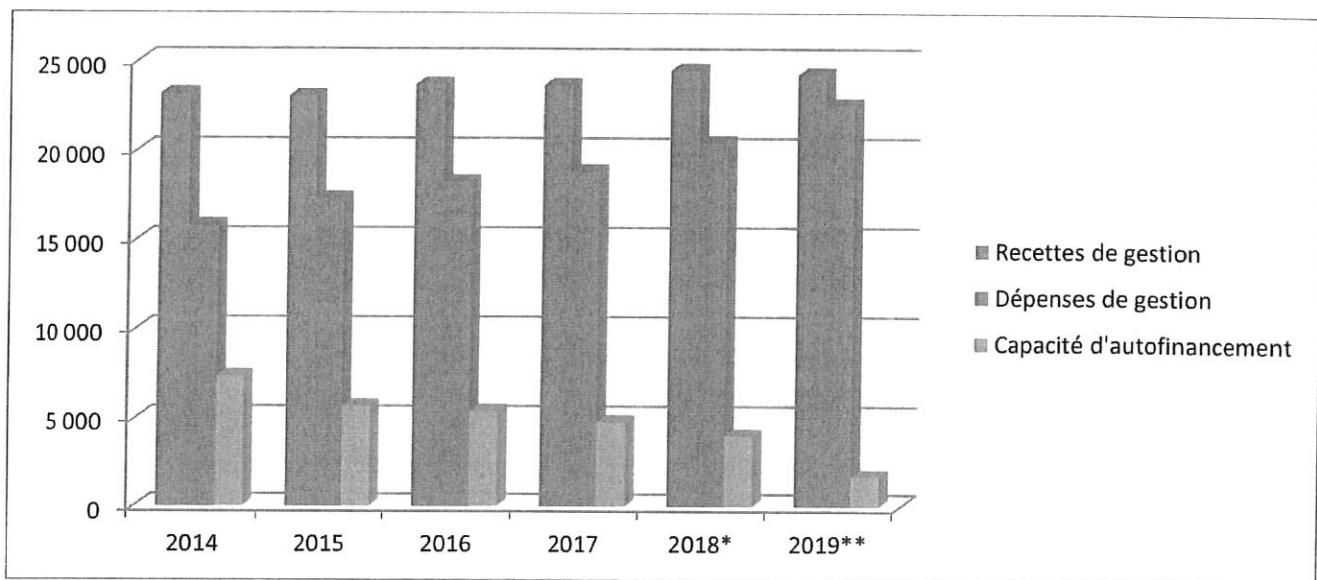
De plus, les députés ont validé pour ces ménages l'exonération de leur taxe d'habitation, ainsi que leur dégrèvement à la contribution à l'audiovisuel public.

ANALYSE FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES FLANDRE LYS

A. Les équilibres financiers du budget général :

La capacité d'autofinancement

CONSTITUTION DE L'AUTOFINANCEMENT (en K€)



*Les chiffres présentés pour 2018 sont provisoires (sous réserve d'éventuelles régularisations).

** Les chiffres présentés pour 2019 sont des prévisions connues à ce jour.

B. L'état de la dette:

PRET CAF EOLYS

La CAF a alloué à la Communauté de communes Flandre Lys en date du 4 avril 2008 un prêt à taux zéro d'un montant de 379 000 euros dans le cadre de l'aménagement d'EOLYS.

Ce prêt est remboursable en 20 annuités de 18 950 euros

A la date du 31 décembre 2018, il reste à rembourser un montant de 208 450 euros.

PRET CASTLE DE L'ALLOEU

Par délibération du 14 décembre 2017, a été acté le transfert d'un emprunt contracté par la commune de Laventie, dans le cadre de l'acquisition du Castel de l'Alloeu.

Le transfert étant effectif au 1^{er} janvier 2019, le montant du capital restant dû à cette date est de 375 203,48 euros, remboursable sur 14 ans.

Dernière annuité : 03/01/2032

ORIENTATIONS DU BUDGET PRIMITIF 2019

Remarques importantes :

La communauté de communes maintient les orientations budgétaires présentées en 2018, notamment il est vous sera proposé de poursuivre le doublement de la dotation communautaire de solidarité à 1600 K€ comme cela a été voté en 2018 lors du Conseil communautaire relatif au vote des BP 2019.

Le principe d'attribution d'un fonds de concours pour chacune des communes a été retenu. Voté à 50 € par habitant en 2018, il vous sera proposé de le fixer à 75 € pour 2019 lors du Conseil communautaire relatif au vote des BP 2019 ;

La récente prise de la compétence voirie par la CCFL et la décision d'affecter un budget de 6000K€ pour 2019 et 1500K€ les années suivantes impacte de façon significative les comptes prévisionnels. Ne sachant pas au préalable si les dépenses seront considérées comme du fonctionnement ou de l'investissement, le principe retenu est d'affecter 25% en fonctionnement et 75% en investissement.

A été acté, lors de la commission finances du 26 janvier 2019 le principe d'anticiper d'une année les montants affectés aux communes pour la voirie. Les montants détaillés par commune figurant au tableau annexé à la partie « voirie » du présent document seront donc affectés comme suit :

Les montants de l'année 3 seront donc ajoutés à ceux alloués en année 2, c'est-à-dire sur 2019.

Le montant initial dédié de 6 000K€ est donc amené à 7 500K€.

La question de l'avenir de l'aérodrome est également abordée lors du présent Débat avec l'éventualité d'une potentielle reprise par la CCFL, nécessitant une étude relative aux différents impacts pour la collectivité.

A. BUDGET PRINCIPAL

1. La dotation globale de fonctionnement (DGF)

S'il annonce une stabilisation de la dotation globale de fonctionnement à hauteur de 26,9 milliards d'euros, le projet de loi de finances pour 2019 prévoit aussi que les administrations locales poursuivent leurs efforts de maîtrise des dépenses.

Intitulé « Soutenir le travail, investir pour l'avenir », le projet de loi de finances pour 2019 (PLF 2019), déposé à l'Assemblée nationale le 24 septembre, stabilise les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales. Ainsi, après la baisse qu'elle a connue entre 2014 et 2017, la dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements et du bloc communal est stabilisée au plan national, à hauteur de 26,9 milliards d'euros. Sa répartition dépendra des dynamiques de population et de richesses, et tiendra compte du renforcement de la péréquation du bloc communal en faveur des collectivités les plus fragiles, qui s'élève à 180 millions d'euros.

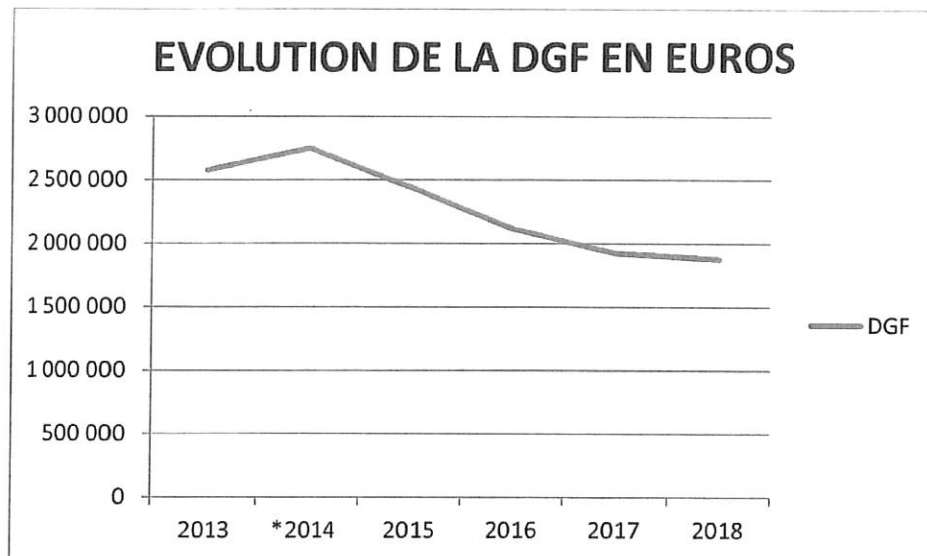
Il est précisé que depuis l'année 2014, la perte de la DGF totalise plus de 703 000 € pour la Communauté de communes Flandre Lys.

Exercices	DGF	DGF N/N-1	baisse en %
2013	2 577 609		

*2014	2 751 201	173 592	
2015	2 439 314	-311 887	-11
2016	2 113 938	-325 376	-13
2017	1 923 304	-190 634	-9
2018	1 874 572	-48 732	-3

Envoyé en préfecture le 11/02/2019
 Reçu en préfecture le 11/02/2019
 Affiché le **SLO**
 ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

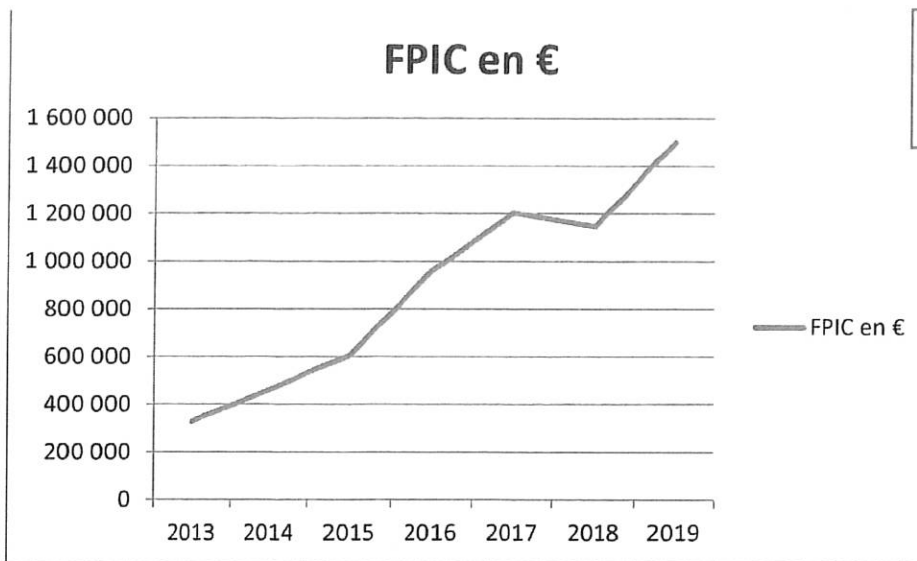
*arrivée de la commune de Sailly-sur-la-Lys au sein de la CCFL



2. Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

Le mécanisme est maintenu à 1 milliard d'€, aucun changement prévu dans le PLF initial 2019.

Exercices	FPIC en €
2013	328 457
2014	460 702
2015	607 324
2016	958 687
2017	1 204 366
2018	1 146 118
2019	1 500 000



Envoyé en préfecture le 11/02/2019
 Reçu en préfecture le 11/02/2019
 Affiché le **SLO**
 ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

3. La Fiscalité

La communauté de communes Flandre Lys a maintenu ses taux depuis 2011 afin de ne pas augmenter le niveau d'imposition des entreprises (CFE) et des ménages (taxe d'habitation, taxes foncières), à savoir :

Taux de TAXE D'HABITATION :	11.61 %
Taux de TAXE SUR LE FONCIER BATI :	0 %
Taux de TAXE SUR LE FONCIER NON BATI :	2.16 %
Taux de COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES :	25.32 %

La Communauté de communes a institué sur 2018 la taxe GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) permettant à la collectivité, compétente au 1^{er} janvier 2018, de verser les contributions à l'Union Syndicale d'Aménagement Hydraulique du Nord (USAN).

Le montant de la taxe pour 2018 s'élevait à 405 133.24 euros.

Pour 2019, le montant de cette taxe s'élèvera à 360 334 € fiscalisés auxquels s'ajoutent 39 307 € au titre du SAGE, obligatoirement budgétisés.

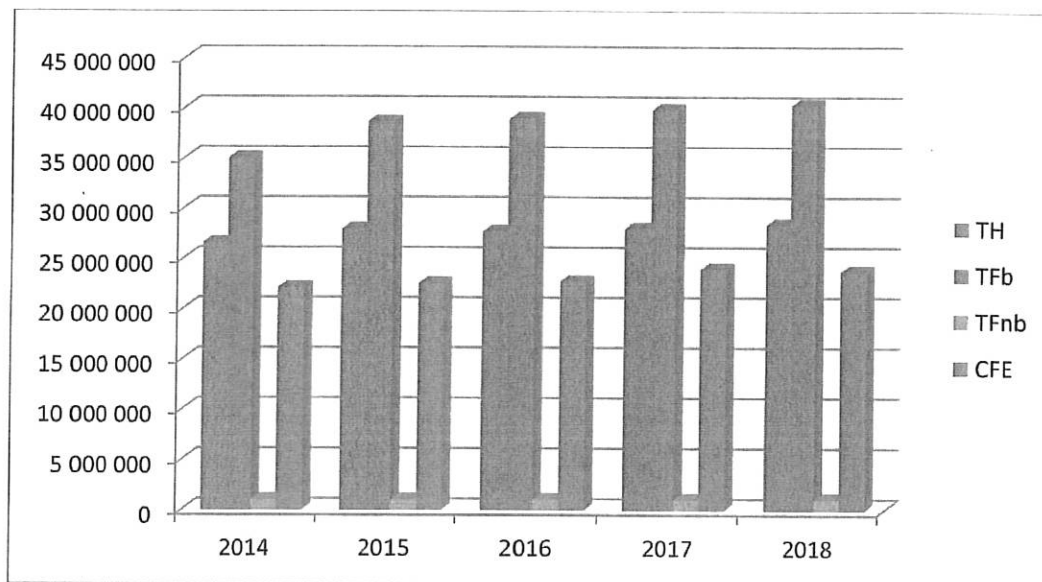
A titre d'information, sont indiqués ci-après les taux des EPCI alentours (année 2017)

TAUX	CCFL	CABBALR		CCFI		CAPS		Taux	Différence avec la CCFL
		Taux	Différence avec la CCFL	Taux	Différence avec la CCFL	Taux	Différence avec la CCFL		
TAXE D'HABITATION	11.61%	16.97%	+5.36	12.45%	+0.84	12.76%	+1.15	12.10%	+0.49
TAXE SUR LE FONCIER BATI	0	4.55%	+4.55	2.00%	+2	1.44%	+1.44	0	0
TAXE SUR LE FONCIER NON BATI	2.16%	19.12%	+16.96	7.32%	+5.16	6.95%	+4.79	2.09%	-0.07
COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES	25.32%	29.23%	+3.91	26.78%	+1.46	26.84%	+1.52	33.61%	+8.29

Evolution des bases fiscales depuis 2014

	TH	TFb	TFnb	CFE
2014	26 576 105	35 019 229	1 014 831	22 121 668
2015	27 921 693	38 634 193	1 021 003	22 548 680
2016	27 694 642	38 958 693	1 029 120	22 718 593
2017	27 998 277	39 811 000	1 030 555	23 965 493
2018	28 146 427	40 306 000	1 056 000	23 725 000

*Montant prévisionnel (état 1259)



Evolution des produits depuis 2014

Envoyé en préfecture le 11/02/2019

Reçu en préfecture le 11/02/2019

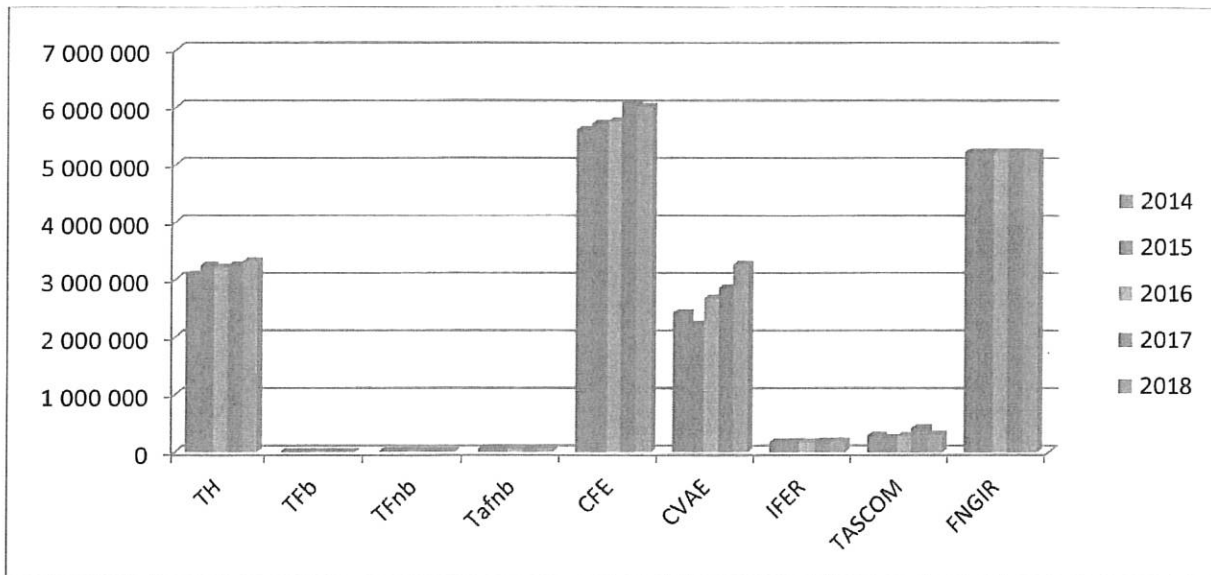
Affiché le

SLO

ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

	TH	rappel des années antérieures	TFb	TFnb	Tafnb	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	FNGIR	GEMAPI
2014	3 085 486		0	21 920	59 915	5 601 206	2 420 724	174 701	288 038	5 216 721	
2015	3 241 708		0	22 054	59 388	5 709 326	2 221 490	181 582	246 047	5 216 721	
2016	3 215 348	290 823	0	22 229	59 192	5 752 348	2 679 732	179 539	284 286	5 216 721	
2017	3 250 600		0	22 260	58 653	6 068 063	2 852 003	185 778	417 041	5 216 721	
2018	3 326 729		0	22 810	66 987	6 007 170	3 265 323	187 636	298 854	5 211 120	405 133

*Montant prévisionnel




4. LA STRUCTURE ET DEPENSES DE PERSONNEL:○ **LA STRUCTURE DE LA CCFL:**

LE TABLEAU DES EFFECTIFS,

Au 31 décembre 2018, le tableau des effectifs de la Communauté de communes se présente comme suit.

Intitulé du poste	postes ouverts à compter du Conseil communautaire du 20 juin 2018	postes pourvus au 1er janvier 2019	Postes à supprimer au CC du 7/02/2019
Attaché hors classe (A)	1	1 (détachement sur emploi fonctionnel)	
Attaché principal (A)	1	0	x
Attaché territorial (A)	3	3	
Rédacteur territorial (B)	5	3	
Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe (B)	1	1	
Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe (B)	1	1	
Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe (C)	5	5	
Adjoint administratif (C)	4	4	
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	3	3	
Adjoint technique (C)	4	3	
Adjoint d'animation	1	1	
Conseiller socio-éducatif (A)	1	1	
Assistant socio-éducatif ppal (B)	1	0	x
Educateurs-principal de jeunes enfants (B)	2	2	
Technicien paramédical de classe normale(B)	1	0	x
Technicien paramédical de classe supérieure (B)	1	1	
Emploi fonctionnel de direction			
Emploi fonctionnel DGS 20 000-40 000	1	0	x
Emploi fonctionnel DGS 40 000-80 000	1	1	

Chargé du numérique-cadre spécifique de cat.A	1	Envoyé en préfecture le 11/02/2019 Reçu en préfecture le 11/02/2019 Affiché le  ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE
---	---	--

Départs sur 2018 :

- Un agent gestionnaire du port, parti à la retraite au 1^{er} mai 2018,
- Un agent contractuel en charge du numérique dont le contrat est arrivé à échéance le 9/10/2018.

Arrivées sur 2018 :

- Un agent sur un poste de chargé de mission auprès du DGS et chargé du numérique, à compter du 6 septembre 2018,
- Un agent sur un poste de collaborateur du Président, à compter du 2 novembre 2018.

Par ailleurs, la Communauté de communes emploie 2 agents de droit privé :

- un agent sous la forme de contrat emploi d'avenir au sein du service environnement,
- un second sous la forme d'un contrat unique CUI-CAE, en qualité d'agent technique.

Quatre agents sont actuellement en renfort, en CDD :

- Deux agents, sur un grade d'adjoint technique au sein du service en charge de l'épicerie solidaire,
- Un agent, sur un grade d'adjoint technique, en charge de la gestion du chenil intercommunal,
- Un agent, sur un grade d'adjoint d'animation, en charge de la gestion du port de plaisance.

Dans le cadre de son schéma de mutualisation, la Communauté de communes privilégie les mises à disposition de personnel entre communes et EPCI.

A ce jour, sont mis à disposition de la CCFL :

- Un agent de la commune de Merville, dans le cadre du fonctionnement du réseau des bibliothèques, l'Esperluette.
- Un agent de la commune de Merville, dans le cadre du Point d'accès au droit,
- Un agent de la commune de Merville, dans le cadre du fonctionnement de l'Office de Tourisme

La Communauté de communes est amenée également à recruter des agents contractuels non permanents notamment pour l'accueil du public dans le cadre des activités de la base nautique pendant les vacances scolaires ou encore les animations organisées sur la base Eolys.

○ **LES CHARGES DE PERSONNEL,**

Au 31 décembre 2018 les charges de personnel s'élèvent à 1 580 652 € (contre 1 514 133 € en 2017) et sont réparties comme suit :

Personnel extérieur *	51 110
Salaires	797 785
Charges	731 757

*résidence mission CLEA

○ **LES AVANTAGES,**

* Chèque déjeuner d'une valeur faciale de 5 euros remis à l'agent par journée de Travail.

La participation de la collectivité s'élève à 60 %, les 40 % restant étant à la charge de l'agent.

* Carte cadeau de 100 euros remise aux agents présents au 31 décembre de l'année

* La Communauté de communes a délibéré le 31 mars 2016 en faveur de l'action sociale, dans le cadre d'une adhésion au contrat cadre du CDG59 dénommé PASS Territorial auprès de l'organisme PLurelya.

Le coût de cette adhésion pour 2018 est de 7 725.98 euros.

○ **LE TEMPS DE TRAVAIL**

* Les horaires d'ouverture de la collectivité ont évolué depuis le 17 juillet 2017, avec la fermeture au public de deux Après-midi par semaine.


Ainsi, à compter de cette date, les horaires d'ouverture au public sont les suivants :

- les lundi, mercredi et vendredi, de 8 heures 30 à 12 heures et de 13 heures 30 à 17h,
- les mardi et jeudi, de 8 heures 30 à 12 heures

Un nouveau système d'accueil téléphonique a été mis en place permettant la mise en relation directe avec les Différents services de la collectivité.

- * Les agents des services techniques travaillent du lundi au vendredi de 7h00 à 16h00.
- * L'ensemble des agents travaille sur la base de 35h00 hebdomadaires.
- * La Communauté de communes a délibéré le 17 octobre 2016 pour la mise en place d'un Compte Epargne Temps.


5. Synthèse de la section de fonctionnement

Envoyé en préfecture le 11/02/2019
 Reçu en préfecture le 11/02/2019
 Affiché le 
 ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

Ordonnancé		2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
Section de fonctionnement		CA 2015	CA 2016	CA 2017	Réalisations (ss réserve) au 07/01	Prévisions
Chapitre 011	Charges à caractère général	801 528	931 895	911 394	942 239	2 727 500
Chapitre 012	Charges de personnel	1 409 059	1 493 820	1 514 134	1 562 222	1 750 000
Chapitre 014	Atténuations de produits	14 357 507	14 858 869	15 104 549	15 289 765	15 500 000
Chapitre 022	Dépenses imprévues Fonct					
Chapitre 65	Autres charges gestion courante	693 913	839 362	810 388	2 570 438	2 573 000
Chapitre 66	Charges financières					3 900
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	66 078	131 758	503 439	86 843	1 000
Chapitre 042	Opérations d'ordre entre section	1 334 390	1 295 653	809 699	1 459 941	**
TOTAL Dépenses		18 662 475	19 551 357	18 843 904	20 451 507	22 555 400
Chapitre 002	Excédent antérieur reporté Fonc	10 411 951	8 008 818	5 177 164	6 448 884	**
Chapitre 013	Atténuations de charges	20 367	8 280	15 803	30 410	30 000
Chapitre 042	Opérations d'ordre entre section	472 837	427 477	119 259	472 237	**
Chapitre 70	Produits des services	42 188	231 035	248 671	344 766	251 500
Chapitre 73	Impôts et taxes	16 940 039	17 700 218	18 223 191	18 844 346	19 000 000
Chapitre 74	Dotations et participations	5 651 292	5 323 140	5 075 791	5 111 430	4 905 231
Chapitre 75	Autres produits gestion courante	67 009	222 925	65 427	70 149	61 000
Chapitre 77	Produits exceptionnels	313 773	198 842	34 791	129 875	28 500
TOTAL Recettes		33 919 456	32 120 735	28 960 097	31 452 097	24 276 231
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		5 706 583	5 259 459	4 819 519	4 049 059	1 720 831

Les chapitres relatifs aux opérations d'ordre au 042 n'ont pas été intégrés dans le calcul de la capacité d'autofinancement

6. La section d'investissement

Envoyé en préfecture le 11/02/2019
Reçu en préfecture le 11/02/2019
Affiché le 
ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

Sont présentés dans un premier temps (A) les prévisions budgétaires li
courant 2017 et 2018, avec pour chacun, un descriptif succinct.

Dans un second temps (B), sont retracées les prévisions budgétaires reprenant l'intégralité de la politique d'investissement pour le territoire pour chaque thématique ainsi que les restes à réaliser.

Il est précisé que ces prévisions intègrent l'ensemble des budgets annexes de la collectivité.

A – PREVISIONS BUDGETAIRES LIEES AUX NOUVEAUX PROJETS INITIES COURANT 2017 et 2018

➤ DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

✓ Aménagement de la ZA du Paradis (10 ha)

Aménagement de lots viabilisés. Installation d'une vidéo surveillance.

Dépenses d'investissement = 1 500 000 €

Recettes d'investissement = 300 000 € (TVA)

Recettes d'Investissement (subvention DETR) = 300 000 €

Recettes de fonctionnement (vente des lots à LMS et Cougnaud) = 900 000 €

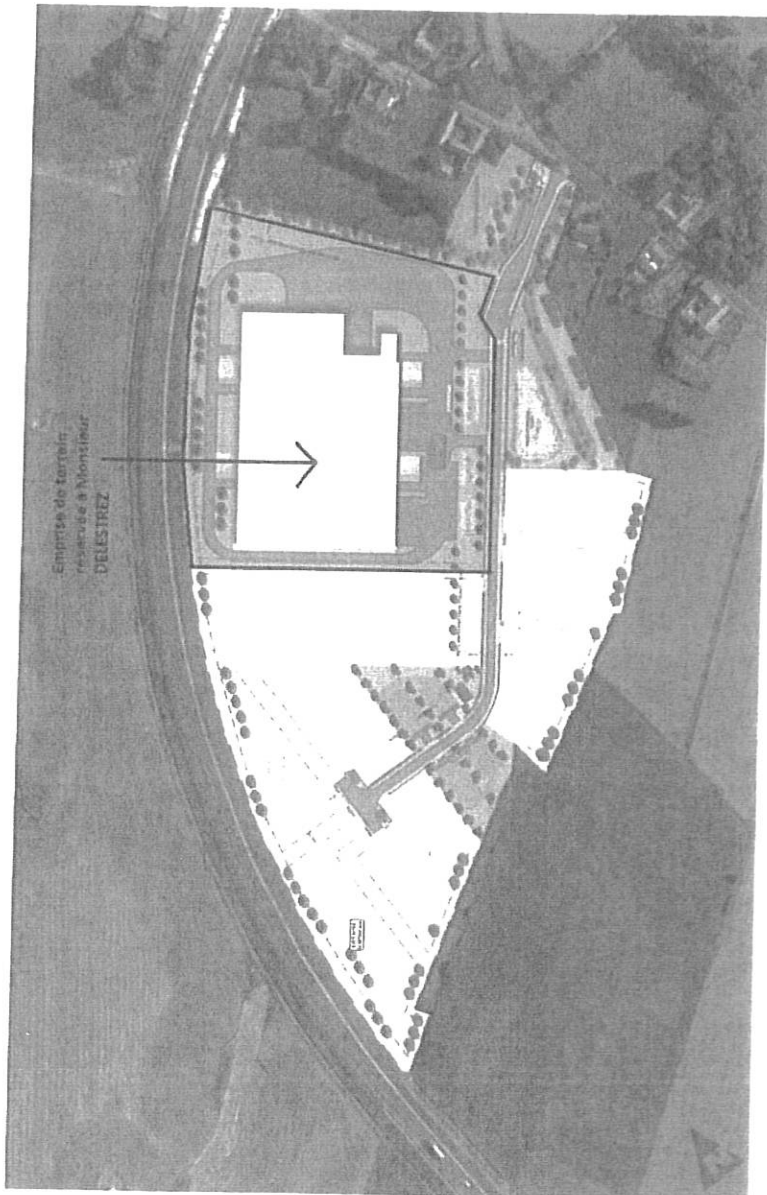
Envoyé en préfecture le 11/02/2019

Reçu en préfecture le 11/02/2019

Affiché le

SLO

ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE



✓ Aménagement de la ZA de la Maurianne (13 ha)

Envoyé en préfecture le 11/02/2019
Reçu en préfecture le 11/02/2019
Affiché le **SLO**
ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

Aménagement d'une zone d'activités de 13ha.

Dépenses d'investissement = 2 000 000 €
Recettes d'investissement = 400 000 € (TVA)
Recettes (vente de terrains) = 900 000 €



NB : L'aménagement de la zone peut évoluer en fonction de l'impact du projet de méthaniseur.

✓ Méthanisation

Envoyé en préfecture le 11/02/2019
Reçu en préfecture le 11/02/2019
Affiché le **SLO**
ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

Implantation d'une unité de méthanisation territoriale permettant la production de biométhane, pour injection dans le réseau de distribution GRDF.

Janvier 2019 ➔ Décembre 2020_ réception de l'équipement

Janvier 2019 ➔ Recrutement de l'AMO Société ARTELIA_ Accompagnement de la CCFL à la rédaction du Marché Global de performances et au suivi d'exploitation pour une période de deux ans ;

Coût total d'investissement : 4 500 000 €

Recettes (TVA) : 675 000 €

Subvention partenaires institutionnels : 1 000 000 €

Coût annuel de fonctionnement et d'amortissement : 670 000 €

Chiffre d'affaire annuel : 1 100 000 €

Bénéfices annuels estimés entre 400 000 < 600 000 € / Contrat sur 15 années (GRDF-CCFL-Etat)



✓ Aménagement de la ZA du Bacquerot

Dépenses d'investissement = 1 500 000 €

Recettes d'investissement = 300 000 € (TVA)

Recettes de fonctionnement = 250 000 € (Vente des terrains)

Envoyé en préfecture le 11/02/2019
Reçu en préfecture le 11/02/2019
Affiché le **SLO**
ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE



✓ Chenil intercommunal

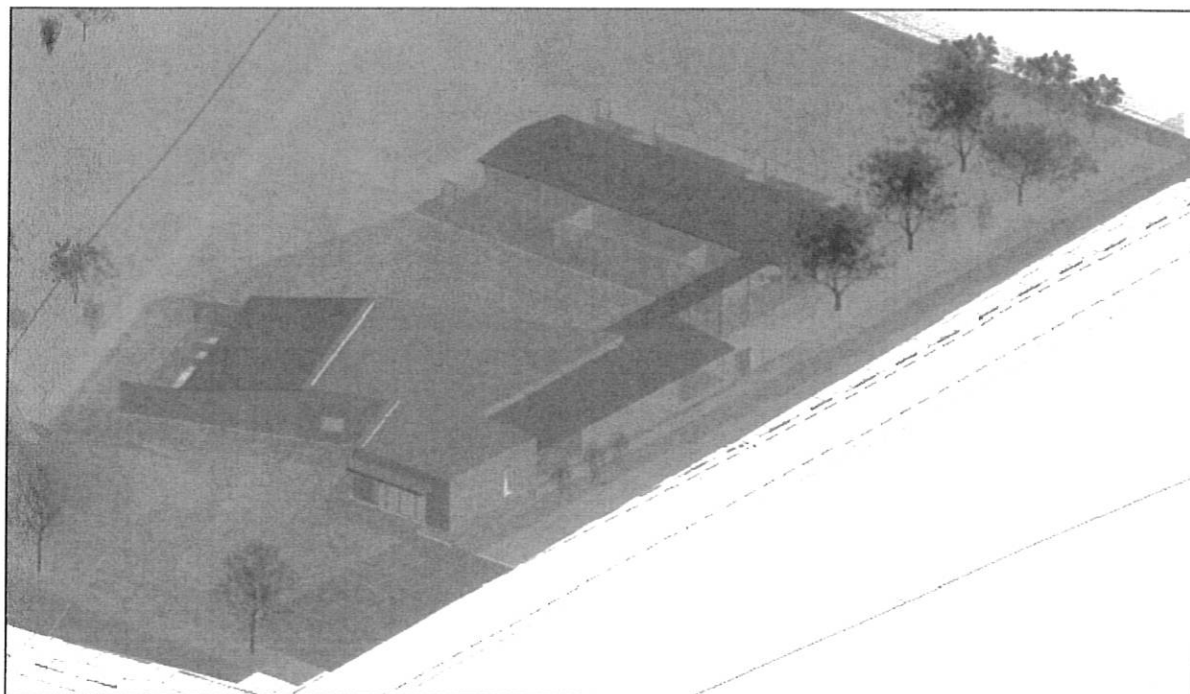
Envoyé en préfecture le 11/02/2019
Reçu en préfecture le 11/02/2019
Affiché le **SLO**
ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

Construction du chenil intercommunal :
Travaux réceptionnés le 20 Décembre 2018.

- Refuge:
 - 9 box doubles chiens
 - 3 box simples chiens
 - 2 chatteries de 17 m² (20 chats)
- Fourrière :
 - 6 box chiens
 - 1 chatterie de 12 m² (6 chats)

Dépenses d'investissement = 200 000 € restant à payer.

Recettes (TVA) = 90 000 € (ensemble du projet)



✓ Castel de l'Alloeu à Laventie

Réhabilitation et changement d'usage d'un bâtiment à valeur patrimoniale.
Création d'un tiers lieu comprenant :

- la médiathèque de Laventie ;
- une maison de services au public (MSAP) ;
- un plateau équipé de réservations électriques et informatiques ;



Coût total d'investissement : 2 000 000 €

Subvention partenaires institutionnels :

- Région-PRADET_ Fond d'appui à l'aménagement du territoire _ 800 000 €
- Conseil Départemental 62_FARDA_200 000 €

Calendrier

- Octobre 2018_ recrutement de la Maitrise d'œuvre ;
- février 2019_ réalisation des différents diagnostics ;
- avril 2019_ lancement DCE ;
- juin 2019_ résultats d'appels d'offres et actes d'engagement ;
- septembre 2019_ début des travaux ;
- juillet 2020_ réception de l'équipement ;

✓ **Création du réseau cyclo points – nœuds « Vallée de la Lys – Monts de Flandre ».**

Maîtrise d'ouvrage : Nord Tourisme (pilotage et promotion) et Conseil départemental du Nord (balisage)
Financement CCFL : 15 109 € TTC en investissement 2019 pour la matérialisation des points de départ.

Lancement : mars 2019

Réseau cyclable matérialisé par des balises numérotées et une carte. Connecté au réseau belge et aux véloroutes. Permettra aux cyclotouristes français, belges et habitants de pratiquer le vélo en itinérance ou boucle sur des itinéraires attractifs (circulation, patrimoine).

Matérialisation de dorsales cyclos à la véloroute de la Lys

Afin de connecter les communes de Lestrem, Laventie, Fleurbaix et la base Eolys à la véloroute de la Lys, il est prévu la réalisation de travaux d'aménagements cyclables pour créer des dorsales cyclables.

Financement CCFL : 300 000 €

Création du système de vente en ligne de l'OTI Flandre Lys

Mise en place de la vente en ligne sur le site Internet de l'OTI Flandre Lys et d'une interface de caisse à la base nautique.

Coût : 20040 € TTC

Subventions notifiées : 4 500 € CD 59, 7320€ Conseil Régional (FEDER)

✓ **PROJET D'AMENAGEMENT DU PORT - 2019**


1. Création d'un ponton d'amarrage pour bateaux
2. Terrassement et dragage
3. Fourniture et pose de bornes électrique et eau nouveau ponton
4. Réfection d'un tunnel d'habillage
5. Remplacement des bornes eau et électriques existantes
6. Remplacement des candélabres et bornes d'éclairage
7. Mise en œuvre de clôture et portail
8. Plus-value sédiments non inertes
9. Borne de récupération des eaux usagers
10. Rénovation de l'habillage bois des berges du port (côté non réalisé en 2011)

Soit un total estimé à environ 600 000 € TTC

Recettes : 120 000 € (TVA)

Subvention attendue : 30 000 € (Agence de l'eau)

✓ Aménagement de la véloroute de la Lys (2018-2021)

Envoyé en préfecture le 11/02/2019
Reçu en préfecture le 11/02/2019
Affiché le 
ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

Budget prévisionnel total : 3 366 420 € TTC

Subventions accordées : 631 138 € Etat (DSIL) – 500 000 € CD59 (PTS) - 450 000 € Conseil Régional (FEDER) – 169 125 € Union Européenne INTERREG V (FEDER) – 40 000 € CD62 -

Autres subventions sollicitées : CD 59 et CD 62 (en cours d'instruction)

Lancement des travaux prévus au 1^{er} semestre 2019 pour le tronçon 1 « Haverskerque-Merville ».

La 2^{ème} phase de travaux (Merville-Sailly-sur-la-Lys) fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation environnementale.

La véloroute de la Lys permettra une connexion cyclo entre la véloroute des Flandres et l'Eurovéloroute n°5.



✓ **Étude Mobilité -**

Étude Mobilité

Réalisation d'une étude Mobilité permettant le diagnostic des besoins en déplacements de la population et des acteurs du monde économique, l'identification d'une stratégie et des actions prioritaires à développer (identification du plan de mobilité CCFL)

Février à juin 2018 ➔ Réalisation et remise du diagnostic, présentation des enjeux de territoire ;

Janvier 2019 ➔ Présentation de la stratégie et du plan d'action Mobilité CCFL ;

Mars 2019 ➔ *Phase optionnelle* _ Aide à la mise en place technique et juridique de 3 actions prioritaires ;

Coût de réalisation _ 52 890 €

➔ *Tranche Ferme* _ 40 830 €

➔ *Tranche optionnelle* _ 12 060 €

Montant acquitté _ 25 425 €

Reste à payer _ 27 465 €

➤ Où vont travailler les actifs de la communauté de communes ?

Pour 10 actifs
habitants sur
le territoire
(16 500)



6,5 travaillent
en dehors
de la CCFL
10 500



3,5 travaillent
dans la CCFL
6 000



2,5 habitent
travaillent dans
la même commune
4 000

✓ **VELYSOO _ Location longue durée de 250 vélos à assis**

Mise en place d'un service de location longue durée de vélos à assistance électrique. S'acquittant d'un coût de location de 150 € annuel, l'utilisateur bénéficie d'une libre utilisation d'un VAE, pour une durée d'un an.

Juin 2018 ➔ Délibération du Conseil Communautaire Flandre Lys ;

Octobre 2018 ➔ Ouverture du service VELYSOO ;

Coût d'investissement (acquisition des VAE, phase 1 et 2) : 313 160 €

➔ Phase 1 _ 150 VAE : 188 000 € ;

➔ Phase 2 _ 100 VAE : 125 160 € ;

Montant acquitté _ 188 000 €

Reste à payer _ 125 160 €

Recettes annuelles des locations : 37 500 €



✓ Réseau des médiathèques Flandre Lys

Coordination du réseau de Lecture Publique (8 bibliothèques), portée par la CCFL (2 coordinateurs à 30% et 70% TP), avec la mise en place et la gestion d'un portail et d'un catalogue commun, d'une navette bi-hebdomadaire, et d'une politique documentaire concertée.

Coût d'investissement : 70 000 €

Subventions attendues : 50 000 € (DRAC et CD 62)



✓ Réseau wifi public ou équivalent



Déploiement d'un réseau de Wifi public gratuit sur le territoire. Dans le cadre de sa stratégie de développement numérique, la CCFL va équiper les communes membres et sites touristiques de bornes WIFI 100% autonomes.

Dépenses d'investissement : NC à ce jour €

Recettes d'investissement : s'agissant de l'infrastructure, pas de subvention FEDER

✓ Refonte du site internet Flandre Lys.




Mise à jour du site internet Flandre Lys en ajoutant notamment de nouvelles fonctionnalités notamment de nouveaux services en ligne (paiement de facture, prise de rdv, etc.).

Le montant du projet est évalué à 42 800 € (développement, hébergement et maintenance compris).

Subvention Europe espérée : 60 %, soit 25 680 €

✓ Développement d'une application mobile interco-communale

Envoyé en préfecture le 11/02/2019
Reçu en préfecture le 11/02/2019
Affiché le 
ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE



Développement d'une application mobile.

Bien que le prochain site Internet de la Communauté de communes Flandre Lys soit développé en responsive web design, et donc accessible sur smartphone et tablette, les usages actuels des internautes nous invitent à envisager de nouveaux modes de communication avec les habitants. En l'occurrence, nous avons constaté que si le site internet reste le support principal dans la recherche d'information statique ou approfondie, l'application prendra progressivement sa place pour la recherche quotidienne d'information dynamique, pratique ou d'actualités. En quelques années seulement, le Smartphone est devenu le 1er vecteur d'information devant la presse ou la télévision.

Dans un souci de rapprocher encore davantage les administrés des services de notre collectivité et des communes membres, la Communauté de communes Flandre Lys a décidé de mettre en place une application mobile intercommunale.

L'application mobile se veut interco-communale, c'est-à-dire que des informations communales côtoieront des informations intercommunales.

Le montant du projet est évalué à 70 000 € (développement, hébergement et maintenance compris).
Subvention Europe espérée : 60 %, soit 42 000 €

➤ **COMPETENCE VOIRIE**

La CCFL exerce partiellement depuis le 1^{er} novembre 2018, la compétence Voirie selon la redéfinition de l'intérêt communautaire, délibéré en date du 20 juin 2018 :

a. Sont d'intérêt communautaire :

- Toutes les voiries classées dans le domaine public communal y compris celles desservant les :
 - zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire,
 - zones d'activités,
 - équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.
- La voie d'accès au site industriel SIC / STAUB et au parking public rue des fondeurs à Merville.

b. Sont exclus de cet intérêt communautaire et restent donc de compétence communale :

- Les chemins ruraux et les chemins des associations foncières de remembrement,
- Les dépendances : les giratoires, les terre-pleins, les bordures, les trottoirs, les accotements, les talus, et les fossés,
- Les voiries privées,
- Les voies piétonnes, les cheminements doux et pistes cyclables et bandes cyclables,
- Les voiries classées dans le domaine public communal desservant les équipements de la commune, y compris les places communales et les parkings publics,
- Et toutes les autres voiries non classées dans le domaine communal.

2. DOMAINES D'INTERVENTION :

a. Sont d'intérêt communautaire :

L'entretien et l'aménagement de la chaussée et du marquage au sol de la ligne médiane des voiries classées dans le domaine public communal.

b. Sont exclus de cet intérêt communautaire et restent donc de compétence communale pour l'ensemble des voiries classées dans le domaine public communal :

- La signalisation verticale et horizontale hormis le traçage de l'axe médian pour les voiries classées dans le domaine public communal,
- L'éclairage public,
- Le nettoyage des voies et fils d'eau,
- Le fauchage des bords de route, le curage des fossés non gérés par l'USAN,
- Le déneigement dont le salage et le sablage,
- La réglementation de la voirie et la police des stationnements,
- Les plantations et les espaces verts,
- La défense incendie,
- Le mobilier urbain,
- Les ponts et aqueducs,
- Tout dispositif de mise en sécurité installé sur la voirie.


.....
A ce titre, un premier marché de travaux a été lancé en novembre 2018, pour les communes d'Estaires, La Gorgue, Merville, Laventie, Lestrem et Haverskerque, pour un démarrage des travaux prévu au premier trimestre 2019.

Suite à la CAO du 30 novembre, 5 lots sur 6 seront attribués pour démarrage des travaux au 1^{er} semestre 2019.


Un comité de pilotage se réunira au premier semestre 2019 pour la deuxième phase communes de Fleurbaix et Sailly sur la Lys, et Estaires (lot non attribué en novembre 2019). Les montants attribués par commune pour les six prochaines années sont les suivants :

Commune	Prix en euros TTC	Année	Total commune
ESTAIRES	466 223,77	1	
ESTAIRES	457 875,96	2	
ESTAIRES	284 668,96	3	
ESTAIRES	191 282,19	4	
ESTAIRES	203 525,83	5	
ESTAIRES	151 912,74	6	1 755 489
FLEURBAIX	566 255,64	1	
FLEURBAIX	285 640,72	2	
FLEURBAIX	114 975,03	3	
FLEURBAIX	254 130,65	4	
FLEURBAIX	32 021,76	5	
FLEURBAIX	77 526,84	6	1 330 550,64
HAVERSKERQUE	259 020,11	1	
HAVERSKERQUE	68 032,98	2	
HAVERSKERQUE	110 580,32	3	
HAVERSKERQUE	24 162,08	4	
HAVERSKERQUE	28 063,40	5	
HAVERSKERQUE	1 697,64	6	491 556,52
LA GORGUE	151 494,48	1	
LA GORGUE	579 381,61	2	
LA GORGUE	270 036,16	3	
LA GORGUE	314 398,57	4	
LA GORGUE	371 299,78	5	
LA GORGUE	299 670,41	6	1 986 280,99
LAVENTIE	690 979,74	1	
LAVENTIE	125 483,63	2	
LAVENTIE	138 709,81	3	
LAVENTIE	104 221,22	4	
LAVENTIE	28 761,88	5	
LAVENTIE	133 154,41	6	1 221 310,69
LESTREM	195 790,84	1	
LESTREM	217 195,10	2	
LESTREM	206 360,85	3	
LESTREM	202 330,94	4	
LESTREM	304 424,45	5	
LESTREM	153 199,21	6	1 279 301,40
MERVILLE	553 738,45	1	
MERVILLE	870 385,07	2	
MERVILLE	344 890,75	3	
MERVILLE	522 138,70	4	
MERVILLE	282 669,41	5	
MERVILLE	494 460,48	6	3 068 282,86
SAILLY-SUR-LA-LYS	31 283,80	1	
SAILLY-SUR-LA-LYS	379 757,57	2	
SAILLY-SUR-LA-LYS	150 364,95	3	

SAILLY-SUR-LA-LYS	98 099,59	4	
SAILLY-SUR-LA-LYS	8 318,87	5	
SAILLY-SUR-LA-LYS	53 790,66	6	721 615,43

Envoyé en préfecture le 11/02/2019
Reçu en préfecture le 11/02/2019
Affiché le 
ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

EVOLUTION DES DEPENSES ET DU BESOIN DE BUDGETS ANNEXES ET BUDGET AUTONOME

Envoyé en préfecture le 11/02/2019
Reçu en préfecture le 11/02/2019
Affiché le 
ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

BUDGETS ANNEXES LIES AUX ZONES D'ACTIVITE

ZA DU BOIS

Sont présentées les évolutions des dépenses et recettes pour ce budget en page 40 du présent document.

ZA DU PARADIS

Sont présentées les évolutions des dépenses et recettes pour ce budget en pages 19 et 40 du présent document.

ZA DE LA MAURIANNE

Sont présentées les évolutions des dépenses et recettes pour ce budget en pages 21 et 40 du présent document.

ZA DES PACAUX

Sont présentées les évolutions des dépenses et recettes pour ce budget en page 40 du présent document.

ZA DES GRAISSIERES

Sont présentées les évolutions des dépenses et recettes pour ce budget en page 40 du présent document.

ZA DU BACQUEROT

Sont présentées les évolutions des dépenses et recettes pour ce budget en pages 23 et 40 du présent document.

**Résultats de l'exercice 2018 des BA (sous réserve d'événements
régularisations)**

Envoyé en préfecture le 11/02/2019
Reçu en préfecture le 11/02/2019
Affiché le 
ID : 059-245900758-20190207-2019_02_07_10-DE

Budget GITE ECOLOGES			
	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des sections
Recettes	56 325.24	41 401.66	97 726.90
Dépenses	14 572.11	104 680.23	119 252.34
Résultat de l'exercice 2018	41 753.13	-63 278.57	-21 525.44

Ce budget n'ayant plus nécessairement d'investissement, l'objectif recherché est de maintenir les dépenses de fonctionnement en les financant par les recettes de fonctionnement (hors charges de personnel).

Budget OFFICE DE TOURISME			
	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des sections
Recettes	16 095.91	0.00	16 095.91
Dépenses	0.00	64 337.38	64 337.38
Résultat de l'exercice 2018	16 095.91	-64 337.38	-48 241.47

Ce budget n'ayant plus nécessairement d'investissement, l'objectif recherché est de maintenir les dépenses de fonctionnement en les financant par les recettes de fonctionnement (hors charges de personnel).

Budget du PORT			
	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des sections
Recettes	31 219.84	31 714.73	62 934.57
Dépenses	27 273.87	36 669.58	63 943.45
Résultat de l'exercice 2018	3 945.97	-4 954.85	-1 008.88

Concernant les dépenses d'investissement, celles-ci sont détaillées en pages 27 et 40 du présent document.
L'objectif recherché est de maintenir les dépenses de fonctionnement en les financant par les recettes de fonctionnement (hors charges de personnel).

**Résultats de l'exercice 2018 du BA (sous réserve d'é
régularisations)**

Budget REOM			
	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des sections
Recettes	77 601.65	3 425 678.36	3 503 280.01
Dépenses	46 173.51	3 504 045.32	3 550 218.83
Résultat de l'exercice 2018	31 428.14	-78 366.96	-46 938.82

L'objectif est de limiter le déficit. Les recettes liées à la redevance venant combler les dépenses liées aux coûts de service du SMICTOM et VEOLIA tout en maintenant les tarifs actuels, d'où l'intégration dans les prévisions budgétaires de la mise en place d'actions pédagogiques et d'améliorations techniques qui doivent permettre de diminuer le tonnage d'OM incinérées, afin de préserver, notamment, de l'impact budgétaire lié à la future loi TGAP.

B – PREVISIONS BUDGETAIRES REPRENANT L'INTEGRALITE DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2018

ROB 2019 : investissements prévisionnels 2019-2020 et plus

		INVESTISSEMENTS actés par les élus ou à valider	
		RECETTES	DEPENSES
DEVELOPPEMENT ECO	BOIS	150 000	70 000
	PARADIS	1 200 000	1 500 000
	MAURIANNE ZA	900 000	2 000 000
	PACAUX ZA	500 000	50 000
	GRAISSIERES	25 000	10 000
	ZA BACQUEROT	250 000	1 500 000
	MADELEINE	0	41 000
	Aménagement Vallys en village d'artisans		3 000 000
	PACAUX EPAG village		2 500 000
	Subvention SUPER U		100 000
		3 025 000	10 771 000

-7 746 000

AMENAGEMENT ESPACE et IMMOBILIER	Gens du voyage - Aires d'accueil et de Grand Passage		100 000
	Castel de l'Alloeu	1 000 000	2 000 000
	Pôle gare et Aire de co- voiturage		8 400
	Chenil intercommunal		200 000
	Opération urbanisme Merville	350 000	1 500 000
	Contournement Nord La Bassée		450 000
	Participation liaison Béthune Lestrem		260 000
	Participation Département A25		5 000 000
	VOIRIE	Marché de travaux	
	1 350 000	16 518 400	

-15 168 400

SANTE PETITE ENFANCE	Matériel		15 000
	Equipement sportif ouvert à tous		10 000

	Maisons de santé - créations x3 Estai-Mervi-Lestrem		300 000	
	Maisons de santé - extensions x4 Lav-LG-Flx-Sailly		300 000	
		0	625 000	-625 000

SPORT ET ANIMATION	Centre aquatique Flandre Lys	918 281	1 000 000	
	Matériel divers base nautique		100 000	
		918 281	1 100 000	-181 719

CULTURE	Mise en réseau des médiathèques	50 000	70 000	
		50 000	70 000	-20 000

TOURISME	Gîte intercommunal		50 000	
	Espaces camping car sur le territoire		250 000	
	Aménagement EOLYS		1 500 000	
	Réseau cyclo à nœuds vallée de la Lys		300 000	
	Aménagement Port suite VNF	30 000	600 000	
	Berges de la lys (véloroute de la Lys)	1 800 000	3 500 000	
		1 830 000	6 200 000	-4 370 000

LOGEMENT AFFAIRES SOCIALES	PLHI		1 000 000	
		0	1 000 000	-1 000 000

DEVELOPPEMENT DURABLE MOBILITE	Méthanisation-subvention - budget ZA Maurianne	1 000 000	4 500 000	
	Bornes électriques		16 200	
	5 véhicules électriques		150 078	
	Vélos électriques VLD		125 160	
	Garages à vélos		360 000	
	Etude Mobilité		27 465	
		1 000 000	5 178 903	-4 178 903

COMMUNICATION	Communication diverses		50 000	
		0	50 000	-50 000

FONDS DE CONCOURS	Laventie FDC mars 2014		25	
	Laventie exceptionnel pour déchetterie			172 000
	Délibération du 16-12-2014			1 674 138
	Délibération du 20/06/2018			2 001 520
	Proposition FDC 2019			3 001 875
	FDC Tourisme projet communal			3 200 000
		0	10 299 533	-10 299 533

DIVERS	Matériel ST et communes			250 000
	Emprunt CAF pour EOLYS			227 400
	Emprunt CASTEL de l'Alloeu			400 000
	Réseau WIFI public ou équivalent			30 000
	Logiciel et matériel informatique			120 000
		0	1 027 400	-1 027 400

NUMERIQUE	Estimatif des projets d'investissement		67 680	350 000
			67 680	350 000
				-282 320

TVA	TVA Récupérable taux 20 %		2 046 667	670 833
	FCTVA taux 16,404 %		3 362 815	
			5 409 482	670 833
				4 738 648

TOTAL			13 650 443	53 861 069	-40 210 627
--------------	--	--	-------------------	-------------------	--------------------

BUDGET GENERAL DE LA CCFL : PROPOSITION DE RESTES A REALISER

DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE / PROGRAMME 11		RAR 2018-19	
Recettes	1 322	3 930.00	CR pour Bornes électriques
Recettes	1 322	450 000.00	CR pour Berges de la Lys
Recettes	1 323	290 000.00	CD 59 et CD 62 pour Berges de la Lys
Recettes	1 323	20 000.00	CD 62 pour Lecture publique
Recettes	1 327	30 000.00	FEDER pour Développement du Numérique
		793 930.00	
Dépenses	2 031	18 500.00	Politique de mobilité 2017 : Etude Pole Gare et autres
Dépenses	2 051	167 052.00	Développement du Numérique
Dépenses	2 033	500.00	Frais d'insertion appels d'offres
Dépenses	2 113	914 999.00	Acquisition terrains développement économique et autres
Dépenses	2 135	2 000.00	Aménagements intérieurs pour Epicerie solidaire
Dépenses	2 152	50 000.00	Communication diverse (dont signalétique Ondine)
Dépenses	2 182	180 000.00	Véhicules - vélos électriques
Dépenses	2 183	100 000.00	Ordinateurs Lecture publique
Dépenses	2 313	360 000.00	Garages à vélos
Dépenses	2 315	3 557 580.00	liaison douce (Berges de la Lys et autres liaisons)
Dépenses	2 315	9 108.00	Bornes électriques
Dépenses	2 315	8 400.00	Aire de covoiturage
Dépenses	2 318	1 341 240.00	Opération urbanisme Merville - Rénovation Hôtel Angelika
Dépenses	2 318	1 995 040.00	Opération urbanisme Laventie - Rénovation Castel de l'Alloeu
Dépenses	20 422	15 000.00	Subvention Méthanisation

Dépenses	20 422	1 899 200.00	PLHi
Dépenses	20 422	600 000.00	Subventions Maisons aux privés
Dépenses	204 131	5 000 000.00	Participation liaison liaison A 25
Dépenses	2041412	946 203.00	Fonds concours aux communes déjà délibérés
Dépenses	2 041 581	450 000.00	Contournement Nord La Bassée : versement MEL
		17 614 822.00	
BASE EOLYS / PROGRAMME 12			
Dépenses	2 033	4 000.00	Frais d'insertion appels d'offres
Dépenses	2 135	10 000.00	Aménagement intérieur y compris accessibilité
Dépenses	2 184	145 000.00	Mobilier divers
Dépenses	2 315	500 000.00	Aménagements du Parc extérieur
		659 000.00	
Dépenses	2 031	172 400.00	Nord'Sem puis MOE pour villages d'artisans
Dépenses	2 312	1 250 000.00	Remise en état sites Sailly
Dépenses	2 041 412	168 525.00	Subvention ville de Merville pour rachat EPF
		1 590 925.00	
SITE MADELEINE / PROGRAMME 14			
Dépenses	2 033	1 000.00	Frais d'insertion appels d'offres
Dépenses	2 135	20 000.00	Travaux intérieurs si besoin
Dépenses	2 152	20 000.00	Travaux extérieurs si besoin
		41 000.00	
TOURISME, SPORTS, LOISIRS / PROGRAMME 15			

Recettes	1 321	9 500.00	Réserves parlem
Recettes	1 321	21 139.00	Subvention ADEME pour HQE Piscine
Recettes	1 321	100 000.00	Subvention CNDS Piscine
Recettes	1 321	305 603.00	Subvention FSIL Piscine
Recettes	1 323	210 000.00	Subventions CD 59 Piscine
		646 242.00	
Dépenses	2 031	5 000.00	Certification Interreg
Dépenses	2 033	4 500.00	Frais d'insertion appels d'offres
Dépenses	2 135	145 000.00	Aménagement Base nautique suite avenant VNF : Delta au BP Port
Dépenses	2 184	90 000.00	Mobilier et matériel Base nautique et Cabanes randonneurs
Dépenses	2 313	1 000 000.00	Acompte Piscine intercommunale
Dépenses	2 313	15 000.00	Equipement sportif ouvert à tous (EPODE)
		1 259 500.00	
SIEGE DE LA CCFL / PROGRAMME 16			
Recettes	1 328	1 052.00	Subvention CAF matériel RAM
		1 052.00	
Dépenses	2 033	5 000.00	Frais d'insertion appels d'offres
Dépenses	2 051	10 000.00	Renouvellement licences informatiques selon besoins
Dépenses	205	50 000.00	Site internet CCFL
Dépenses	2 181	10 000.00	Matériel santé-petite enfance - divers
Dépenses	2 183	90 000.00	Renouvellement matériel et serveurs informatiques
Dépenses	2 313	300 000.00	Extension bâtiment CCFL
		465 000.00	
AUTRES ACHATS ET			

TRAVAUX / PROGRAMME 17			
Dépenses	2 031	10 000.00	Marché à BC pour missions en cours d'année
Dépenses	2 158	110 000.00	Matériel services techniques et pour prêt aux communes
Dépenses	2 313	250 000.00	Construction chenil
Dépenses	2 313	50 000.00	Aire Grand Passage des Gens du Voyage
Dépenses	2 313	50 000.00	Aires d'accueil
		470 000.00	